

Laurence Lavallée, psychoéducatrice
Hominum, d'un humain à l'autre
Lanaudière (06), Québec



Candidature au titre d'administratrice au conseil d'administration

Membre de l'OPPQ depuis 2019, je vous adresse ma candidature au titre d'administratrice au conseil d'administration de l'ordre. Étant passionnée de psychoéducation et adhérant à la mission de l'ordre, je me vois fortement motivée par cette opportunité. Depuis mon adhésion à l'OPPQ, j'ai exercé en milieu scolaire et en milieu privé. J'exerce présentement, à temps plein, dans une organisation privée, soit *Hominum, d'un humain à l'autre*. Au cours des trois dernières années, je me suis donc spécialisée dans l'intervention auprès des adolescents, des adultes et des couples. Avant d'obtenir le titre de psychoéducatrice, j'ai également travaillé en intervention de crise à titre d'intervenante psychosociale dans un centre de prévention du suicide.

À l'aube de ma carrière, j'ai, pour l'instant, été peu impliquée au sein de l'OPPQ. J'ai participé à la tournée provinciale à l'automne 2024 et remporté le *Prix de la relève* en 2024. Je demeure néanmoins à l'affût de l'ensemble des activités et publications de l'OPPQ. J'aspire, par mon implication au sein du conseil d'administration, à contribuer à la mission de l'ordre. Je poursuis, principalement, trois objectifs.

J'aspire d'abord à contribuer à l'atteinte des objectifs 1.3 et 2.3 du plan stratégique 2022-2026, soit « stimuler l'adhésion des membres à une culture professionnelle basée sur l'éthique et la déontologie » et « améliorer le sentiment de fierté et d'appartenance des membres ». Ces objectifs sont, à mon avis, cruciaux dans l'évolution de la profession et la protection du public. Je suis actuellement très préoccupée par le désengagement de certains membres face à nos obligations déontologiques et à la mission de l'OPPQ. J'ai pu constater que plusieurs psychoéducateurs, que ce soit du secteur public ou privé, quittent l'OPPQ. Certains

mentionnent vouloir se défaire des obligations déontologiques tandis que d'autres remettent en question la valeur de l'adhésion. Dans le secteur public, les intervenants psychosociaux demeurent encadrés par leur organisation. Or, dans le secteur privé, les mécanismes de protection sont absents. Croyant fermement que les personnes vulnérables ou aux prises avec des difficultés d'adaptation ont droit à des services de qualité et adaptés à leurs besoins, ce type de pratiques m'inquiète.

Je suis également préoccupée par la qualité de la pratique. Par le biais d'échanges avec des psychoéducateurs, il m'arrive régulièrement de constater des enjeux entourant les connaissances et les compétences de certains membres. Par mon implication au sein du conseil d'administration, j'aspire ainsi à contribuer à l'une des missions de l'ordre, soit de maintenir la qualité des services offerts par les membres.

Enfin, passionnée de psychoéducation, j'aspire à contribuer à l'atteinte des objectifs 2.1 et 2.2 du plan stratégique 2022-2026 de l'OPPO, soit « améliorer la connaissance de la profession par le public » et « faire valoir l'apport de l'expertise psychoéducative auprès des décideurs et partenaires ». Au cours des dernières années, des travaux ont été entrepris en vue de faire connaître la contribution et la spécificité de la psychoéducation. Malheureusement, de façon régulière, des adultes me mentionnent être étonnés que des psychoéducateurs exercent auprès d'une clientèle adulte, croyant que nous pratiquons uniquement auprès des enfants. Des actions sont alors toujours à entreprendre en vue de faire rayonner la profession et l'expertise des membres auprès d'une variété de clientèles.

Vous remerciant, par avance, de l'attention que vous porterez à ma candidature,



Laurence Lavallée, psychoéducatrice

22286-19